

La PEOPLE'S BANK de Halifax

Fondée en 1884

CAPITAL VERSÉ.....\$700,000

BUREAU DE DIRECTION.

PATRICK O'MULLINPrésident
JAMES FRASERVice-président
Hon. M. H. RICHIEY CHARLES ARCHIBALD
W. J. COLEMAN

Bureau principal : Halifax, N. E.

JOHN KNIGHT, caissier.

AGENCES :

North End, Halifax, N.-E. Wolfville, N.-E.
Lunenburg, N.-E. Windsor, N.-E.
Canso, N.-E. Shediac, N.-B.
North Sydney, C.-B. Port Hood, C.-B.
Edmunston, N.-B. Woodstock, N.-B.
Lévis, P. Q. Fraserville, P. Q.

Succursale de Lévis,

JEAN TACHÉ, agent

Succursale de Fraserville,

J. E. GAUDET, agent.

CORRESPONDANTS :

Ontario—Ontario Bank.
Québec—Banque de Québec.
Terrenceville—Union Bank of Newfoundland.
St-Jean, N. B.—Bank of New Brunswick.
New-York—Bank of New-York.
Boston—New England Nat. Bank.
Minneapolis—North Western Nat. Bank.
Londres—Union Bank of London.
Paris—Crédit Lyonnais.

LA BANQUE DU PEUPLE

Bureau principal : Montreal

ÉTABLIE EN 1834

CAPITAL PAYÉ \$1,200,000
FONDS DE RÉSERVE 600,000

Bureau de direction :

Jacques Grenier, écr.,Président
George Brush, écr.,Vice-Président
M. Branchaud, écr.; Wm. Francis, écr.; Chs.
Lacaille écr.; Alph. Leclair, écr.; A. Provost, écr.
J. S. BOUSQUETCaissier
Wm. RICHERAast-Caissier
M. ARTHUR GAGNONInspecteur

Succursales :

Québec, basse-ville : F. B. DUMOULIN, gérant.
Québec, St Roch : NAP. LAYOIE, gérant.
Trois-Rivières : P. E. PANNETON, gérant.
St-Jean, Qué. : H. ST-MARS, gérant.
St-Rém, Qué. : C. BEDARD, gérant.
St-Jérôme, Qué. : J. A. THIBERGE, gérant.
Montréal, rue Ste-Catherine Est : A. FOURNIER, gérant.
Montréal, rue Notre-Dame Ouest : J. A. BLEAU, gérant.
St-Hyacinthe : J. LAFRAMBOISE, gérant.

Agents en Canada :

Ontario : Molson's Bank et ses succursales
Nouveau-Brunswick : Banque de Montréal.
Nouvelle-Ecosse : Bank of Nova Scotia.
Ile du Prince-Edouard : Merchant's Bk of Halifax

Agents aux Etats-Unis :

New-York : The National Bank of the Republic.
New-York : Hanover National Bank.
Boston : National Revere Bank.

Correspondants en Europe :

Angleterre : The Alliance Bank Ltd, Londres.
France : Le Crédit Lyonnais, Paris.

La Banque du Peuple émet des lettres circulaires payables dans toutes les parties du monde.
Pour faciliter les petites épargnes, la Banque reçoit des dépôts de tous montants depuis 25cts, à 4 p. c. comme pour les gros dépôts.

POUDRE A PATE STANDARD

GARANTIE COMME ÉTANT

La plus Economique

La moins chère

La plus Pure

Recommandée à tous ceux qui aiment la santé.
Demandez-en un échantillon à votre épicer.
En vente chez tous les épiciers

Standard Baking Powder Co.

SEUL FABRICANTS,

Trois-Rivières, P. Q.

MM. les Marchands pourront s'adresser à M.
W. H. BAILEY, agent, 371 rue de la Reine, Québec

der qu'il se fasse dans certaines conditions équitables. Pourquoi donc les gens ne s'entendraient-ils pas pour ne plus acheter la pacotille des colporteurs juifs ?

Pourquoi donc les municipalités n'imposeraient-elles pas aux colporteurs de marchandises des licences élevées, sous peine d'amendes très fortes, si ceux-ci négligeaient de se conformer au règlement ?

Et la pacotille des colporteurs, d'où vient-elle ? Est-on bien sur que la provenance soit légitime ?

Un de ces colporteurs vendait cet été dans un circuit comprenant Saint-Thomas, le Cap et l'Islet pour \$500 de lunettes. Ces lunettes avaient, disait le juif, un effet merveilleux ; elles redressaient la vue à ceux qui l'avaient croché. On achetait les lunettes comme des petits pains chauds, à des prix que nos marchands réguliers n'auraient jamais pu obtenir dans leurs magasins.

Combien de paires de lunettes, achetées chez le marchand de gros à la ville, vont maintenant s'éterniser dans la poussière des petits magasins de la campagne, grâce au manque de prévoyance et à l'inéptie des gens qui se sont laissés embobiner par le colporteur juif !

Le droit commun nous empêche de prendre le juif et de le renvoyer en Palestine ou ailleurs ; mais il y a d'autres moyens à prendre pour le contrôler ou le forcer à déguerpir. C'est de lui imposer des obligations telles qu'il ne trouve plus son compte dans son *bedit commerce*. L'autorité municipale doit prendre ces moyens ; ils sont d'urgence ; il doit protéger de toutes façons le commerce régulier, celui qui paie des taxes, celui qui a feu et lieu dans une ville. Encore une fois, il y a danger dans la place, et l'autorité municipale à Québec comme à la campagne doit agir sans retard.

N. L.

A BATONS ROMPUS

Le commerce de la France avec l'étranger durant les premiers neuf mois de 1894 indique un excédant d'importations sur les exportations : importations, valeur 2,510,880,000 francs ou \$502,176,000 ; exportations, 1,855,507,200 francs ou \$371,101,440.

Excédant d'importations, 655,372,800 francs ou \$131,074,560.

Voici les grandes lignes de l'importation de la France durant cette période :

Produits alimentaires, 759,425,600 francs ou \$151,885,120.

Matières brutes, 1,416,316,800 francs ou \$283,263,360.

Produits de manufactures, 335,137,600 francs ou \$67,027,520.

Colis postaux, 43,795,200 francs ou \$8,759,040.

Comparé à la période correspondante de 1893, le commerce d'importation français accuse une augmentation de 267,249,000 francs ou \$53,248,000, et celui d'exportation indique une diminution de 92,809,600 francs ou \$18,561,920.

On reçoit les nouvelles les plus satisfaisantes de l'état des affaires dans l'Uruguay ou la *Banda Oriental*. Le pays se remet rapidement de la crise de 1890-91. Il n'y a plus de papier-monnaie rachetable et le capital est prêt à se lancer dans toutes sortes d'entreprises. La propriété française augmente de valeur ; il y a accroissement dans les produits de ferme et l'élevage du bétail. Les rapports des banques indiquent plus d'activité commerciale, et l'argent ne chôme plus en aussi grande quantité qu'auparavant dans ces institutions. On attribue cette résurrection au genre de vie plus économe et plus laborieux que suit le peuple, et au gouvernement plus sage et plus économe du pays.

Si nous pouvions en dire autant du côté de Québec !

Le ministre des finances en Espagne vient de faire faire une enquête sur la gestion des percepteurs du Revenu depuis sept ans. Cette enquête a relevé un état de choses vraiment édifiant dans plusieurs provinces, surtout dans celle de Cuença. Juges et commissaires-enquêteurs ont vu des preuves flagrantes de fraudes, faux et malversations sans nombre. C'est au point qu'ils ont cru devoir faire arrêter une douzaine d'officiers du fisc, et d'autre part bon nombre de gens haut placés sont impliqués dans des fraudes gigantesques.

Cet état de choses dure depuis 1887 et a fait perdre au trésorier plusieurs millions de piastres (25 cts) par année ; cet argent payé par les contribuables est allé dans les goussets des employés, qui forgeaient alors des certificats pour attester que les plus riches propriétaires-fonciers, ne payaient pas l'impôt.

Ces arrestations ont jeté bien des familles dans la plus profonde consternation.

Il y a aussi des mandats d'arrestation émis contre des hauts fonctionnaires de Madrid et d'ailleurs, qui ont pris part à l'administration de la province de Cuença avant d'être promus à d'autres positions.

Les procès, promettent bien des révélations scandaleuses.

La presse est unanime à approuver la conduite énergique du ministre des finances.

Au Canada, ce pays si moral, si exem-